LE COUT ET LA RENTABILITÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR AU MAROC (*)

par MOHAMMED LAÂBI

INTRODUCTION

L'emploi et la croissance ont été, il y a quelque temps encore, les deux thèmes majeurs que la pensée économique tout au long de sa formation étudiait principalement.

Aujourd'hui, un thème nouveau s'est nettement dégagé et a presque pris le pas sur les deux autres, en ce sens qu'il est venu les éclairer et a ouvert à la pensée économique elle-même de nouveaux et vastes horizons. Ce thème, c'est l'éducation. Cependant, cette évolution ne s'est pas faite à partir du néant, et déjà aux tous débuts de leur science, de grands économistes ont accordé à l'éducation une importance non négligeable dans leurs écrits.

Adam Smith a étudié l'éducation sous ses deux aspects :

— celui, micro-économique, où l'individu dépense pour s'instruire et est donc en droit d'attendre un salaire plus élevé que celui dû pour le travail non qualifié ;

— celui, macro-économique, où la nation tout entière est redevable à l'éducation « de l'intelligence supérieure et des habitudes de prévoyance et de méthode de son peuple ».

Toutes ces remarques, A. Smith les tirait de son étude du système écossais des écoles communales, qui obligeait les gens à aller à l'école, qui fonctionnait déjà depuis trois siècles et qui fut « la base d'un bon gouvernement civil et la base aussi de l'activité économique et du progrès ».

(*) Mémoire de fin de licence ès sciences économiques présenté en juin 1968 à la Faculté des Sciences juridiques, économiques et sociales, Rabat.

Malthus, Ricardo et J.S. Mill développèrent dans le même courant d'idées le fait de voir en l'éducation un moyen d'inculquer des habitudes de prudence, d'économie et de progrès personnel.

Et vint Marx. Pour un auteur qui place le travail au cœur de sa pensée et en fait le fondement de la valeur, l'éducation ne peut que voir son rôle s'étendre.

« La grande industrie mécanique achève la séparation entre le travail manuel et les puissances intellectuelles de la production qu'elle transforme en pouvoir du capital sur le travail ». Le capitalisme donc « enlève toute stabilité et toute sécurité à la situation du travailleur ». En somme, l'industrie moderne impose la nécessité de reconnaître comme « une loi fondamentale de la production les fluctuations de l'emploi et donc l'aptitude du travailleur à un travail varié, donc le plus grand développement possible de ses diverses aptitudes ».

Un tel développement, conclut Marx, ne peut être que le fait de l'éducation généralisée à l'ensemble du peuple.

Alfred Marshall enfin écrit : « En tant que moyen de production, les facultés humaines jouent un rôle aussi important que toute autre forme de capital... Ces facultés, formées par l'éducation générale, gagnent toujours en importance ».

Le principal apport de cet auteur a consisté en le fait de faire de l'éducation un « investissement national... et les capitaux qui forment cet investissement sont les plus précieux de tous parce que précisément investis dans les êtres humains ».

En fait, l'éducation est consommation dans la mesure où on lui attribue une valeur propre et où on dépense de l'argent à cet effet ; elle est investissement dans la mesure où ces dépenses servent à produire et affectent donc à la longue le taux de croissance économique.

Mais il reste une grande controverse actuelle : l'éducation est-elle un investissement public ou privé ? Il convient de constater ici que cette controverse ne peut se poser qu'à l'échelle des pays développés.

Pour les pays sous-développés, l'éducation ne peut être qu'un investissement public si on ne veut pas être figé à jamais dans le « cercle vicieux » du sous-développement. Ainsi donc, un financement public de toutes les dépenses d'éducation est indispensable et s'impose de droit. Quelles sont ces dépenses, ou mieux, cet investissement, en ce qui concerne notre enseignement supérieur, et quelle en serait la rentabilité ?

Le Maroc, comme tout pays qui a connu la dépendance politique, a hérité de la période coloniale toute une mosaïque d'ordres d'enseignement comportant des éléments opposés et souvent contradictoires (enseignement libre, enseignement officiel, enseignement islamique, enseignement israélite).

Parmi cette mosaïque d'ordres d'enseignement se trouvait un embryon d'enseignement supérieur, comportant des facultés et écoles diverses, et une cité universitaire. C'est ainsi que l'on s'est trouvé devant un problème très particulier en ce qui concerne l'enseignement supérieur. Deux idées étaient en présence :

— La première disait que cet enseignement n'était pas à la mesure du Maroc. Il n'est qu'un luxe coûteux et il serait préférable de continuer pendant un temps indéterminé à former l'essentiel des étudiants à l'étranger. C'est là une solution beaucoup plus économique, disait-on, et un enseignement de meilleure qualité.

Cette thèse fut rejetée et c'est la deuxième qui fut adoptée.

— Il existe déjà, au Maroc, un enseignement supérieur et plutôt que de le dissoudre, il serait plus intéressant à long terme de commencer à le développer d'ores et déjà de manière à pourvoir aux besoins du pays qui vont aller en s'accroissant, en cadres, en chercheurs, en médecins...

Cette thèse ajoutait qu'un enseignement national à l'étranger ne pouvait revêtir le caractère national indispensable, que l'enseignement supérieur marocain d'alors, enseignant des programmes qui étaient ceux des universités françaises, n'avait pas non plus ce caractère. Ainsi donc se posait l'obligation de repenser tout le problème des rapports universitaires avec la France, en vue d'une définition plus adéquate de ces rapports, de manière à concrétiser l'émancipation de l'université marocaine et à la doter de moyens plus sûrs pour remplir sa mission.

Le problème qui se posait alors, on peut le dire maintenant, vu le pas en avant de la théorie économique quant à l'investissement intellectuel et les éclaircissements qu'elle a apportés dans ce domaine, était un problème de rentabilité.

Comme nous l'avons vu, la solution a été le fait de facteurs socio-politiques et le facteur économique n'a guère été pris en considération. Cependant, nous disposons aujourd'hui d'assez de temps de recul pour être à même de nous demander quel a été l'impact d'une telle décision sur l'ensemble de l'économie marocaine.

Mais tout calcul de rentabilité n'a d'existence que par un investissement antérieur et de valeur que par rapport à ce même investissement.

Ceci nous amène donc à évaluer, en premier lieu, la partie de l'investissement intellectuel marocain qui a été destinée à l'enseignement supérieur.

Nous procéderons à cette évaluation en deux étapes.

Dans un premier chapitre, nous jugerons de l'importance de cette dépense en l'incorporant à l'évolution qui a été la sienne depuis l'indépendance.

Dans un deuxième chapitre, nous dégagerons, dans la mesure du possible, quelques coûts, et nous en ferons des éléments de comparaison entre les diverses facultés et grandes écoles. Ceci sera aussi d'un secours incontestable quant à l'appréciation de la rentabilité de cette dépense.

— I —

APPRÉCIATION DES DÉPENSES DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Le Maroc a donc décidé, non seulement de conserver l'enseignement supérieur hérité de la période coloniale mais aussi et surtout de le réorganiser, de l'adapter et de le développer en fonction des exigences critiques du pays en cadres techniques et scientifiques. Dans quelle mesure cette organisation et cette réadaptation ont-elles été faites ? Je crois que le fait de soulever un tel problème nous mènerait trop loin de l'objet de ce chapitre et qu'une telle réponse trouverait mieux sa place dans la 2^e partie de cette étude. Nous jugerons ici seulement du développement qui a été réalisé au sein de cet ordre d'enseignement.

Bien plus nous laisserons parler pour nous les chiffres.

L'enseignement supérieur, à la veille de l'indépendance, était formé par une faculté de Droit, une faculté de Lettres, une faculté de Sciences ou tout au moins une partie de cette faculté, l'Ecole Marocaine d'Administration et une Cité Universitaire.

Il existait bien sûr, parallèlement à cet embryon d'enseignement supérieur moderne puisque « importé », un enseignement supérieur originel relevant de la Quaraouîne.

C'est là un autre aspect incontestable du dualisme structurel instauré au Maroc par la colonisation. Mais cet aspect est beaucoup plus dangereux que tout autre puisque sa conséquence directe, à savoir une scission au sein de la masse intellectuelle marocaine, risque de figer à jamais le pays dans un sous-développement de plus en plus accentué.

Donc en fin de compte, à la veille de l'indépendance, les deux problèmes de notre enseignement supérieur étaient :

- de développer les branches scientifiques et techniques,
- de moderniser la Quaraouïne.

Dans quelle mesure les dépenses affectées à l'enseignement supérieur traduisent-elles ces deux objectifs ?

I. - LES DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT ET LEUR RÉPARTITION

A. - La Cité universitaire

Très vite il est apparu aux responsables de l'enseignement supérieur que l'extension de celui-ci ne pouvait être réalisée que par le développement préalable de la Cité Universitaire.

Il existait déjà une cité universitaire mais celle-ci était créée pour subvenir au logement de l'élite trop restreinte de 1956.

Le premier problème urgent était de doter cette cité d'un restaurant qui puisse assurer à la majorité des étudiants, le moyen de manger à leur faim à un prix proportionnel au montant de leur bourse. Dès 1959, les crédits sont octroyés pour la construction de deux restaurants dont l'un devait être construit le plus vite possible.

Mais à partir de 1963-64, les répercussions des scolarisations intensives au primaire et au secondaire après l'indépendance, se firent plus sentir au sein des effectifs du supérieur et le problème du logement se retrouva au centre même des problèmes étudiantins. Face à une telle pression, les responsables ne purent qu'accorder les crédits pour la construction d'un nouveau pavillon qui est à son dernier stade cette année. Les 350 000 DH sont destinés précisément à ces travaux. Pour apprécier le degré d'acuité du problème « logement » des étudiants, ne suffirait-il pas de constater objectivement que ce nouveau pavillon non encore achevé est déjà habité par des étudiants qui jusqu'en janvier étaient encore obligés d'avoir recours à des solutions de fortune ou quand ils avaient l'argent suffisant d'accepter les conditions exorbitantes des spéculateurs immobiliers.

Jusqu'à quel point ce nouveau pavillon aura-t-il résolu le problème ? En guise de réponse nous nous contenterons de porter notre attention sur l'effectif des étudiants sans cesse croissant, laquelle croissance se fait de plus en plus vite, qui afflue à Rabat, donc à la Cité Universitaire.

Répartition des investissements en équipement dans l'enseignement supérieur (en DH)

Années	Sciences humaines			Sciences exactes et techniques			Cité Univer- sitaire	Total des Dépenses
	Fac. Droit (1)	Fac. Lettres + E.N.S.	Quaraouine	E.M.I. (2)	Fac. Sciences	Fac. Médecine		
1957								760 000
1958								1 370 000
1959	160 000			600 000	220 000		120 000	1 100 000
1960				2 067 000			1 000 000	3 067 000
1961				2 200 000	160 000		300 000	2 660 000
1962			90 000	1 450 000	1 700 000		210 000	3 450 000
1963				863 000	2 092 000	1 100 000	320 000	4 375 000
1964		580 000	168 000	700 000	565 000	800 000	412 000	3 225 000
1965		370 000	681 000	649 800	155 000	313 000	1 500 000	3 668 000
1966					150 000	1 500 000	1 100 000	2 750 000
1967							500 000	500 000
1968			89 000				350 000	439 000
Totaux	160 000	950 000	1 028 000	8 529 800	5 042 000	3 713 000	5 812 000	27 364 800
	2 138 000 soit 7,8 %			17 284 800 soit 71 %			soit 21,2 %	

(1) On a inclus dans la Faculté de Droit, l'Institut de Sciences politiques et l'Institut de Sociologie.

(2) E.M.I. = Ecole Mohammedia d'Ingénieurs.

Déjà commence à se poser le problème de sélectionner les demandes de logement à la cité. Mais alors il faut absolument dégager des critères logiques et objectifs de sélection.

Et puis ne faudrait-il pas protéger les autres étudiants de cette spéculation dont ils sont l'objet fatal ?

Mais parallèlement au problème de la cité et de son extension, se posait presque dans les mêmes termes le problème de l'instauration d'une branche scientifique au sein de l'enseignement supérieur.

B. - Les sciences exactes et techniques

L'enseignement supérieur, pour être complet, et surtout pour remplir sa mission dans toute son ampleur se devait de se donner une branche scientifique et technique d'autant plus que cette branche a été mise par les conditions technologiques actuelles au centre de tout objectif de formation des cadres. Le Maroc avait donc à la veille de son indépendance à développer cet enseignement quand il existait et le créer pour les parties non encore existantes.

1. La Faculté des Sciences :

Cette faculté fonctionnait et existait déjà avant l'indépendance. Si toutefois aucune dépense ne lui a été affectée au lendemain de l'indépendance, c'est que précisément, le nombre des étudiants qu'elle recevait était trop restreint encore pour motiver une dépense d'agrandissement.

Cependant dès 1959-1960 ou 61, cette faculté se voit attribuer des crédits d'équipement non négligeables qui atteindront leur maximum entre les années 62 et 63. En 1962, ces dépenses ont été le fait d'agrandissements rendus nécessaires par l'afflux des étudiants dont le nombre augmentait de plus en plus.

En 1963, l'importance de ces crédits trouve son explication dans la décision de la création d'une faculté de Médecine à Rabat. Pour réaliser le maximum d'économie on a pensé à recueillir dans les locaux de la faculté des Sciences les étudiants de la propédeutique en médecine, si bien que cela permet une rotation du matériel des laboratoires.

En 1967, on a décidé d'adopter la même solution pour l'Institut National d'Agronomie qui lui aussi formera ses étudiants à la faculté des Sciences mais toutefois d'une manière plus directe puisque ces étudiants participent aux cours même de la licence et ne profitent pas seulement des laboratoires. Bien sûr, ils reçoivent des cours supplémentaires d'Agronomie dans le cadre de leur Institut.

2. *La Faculté de Médecine :*

Jusqu'en 1962, tout étudiant désireux de faire médecine était dans l'obligation de partir à l'étranger, le plus souvent en France. Dès 1963, les bacheliers purent s'inscrire à une faculté de médecine qu'on venait de créer. Les étudiants inscrits recevaient leurs cours de propédeutique à la faculté des sciences tandis que la faculté se constituait progressivement année par année au fur et à mesure que les premiers étudiants inscrits avançaient dans leurs études.

En 1966, cette faculté était complètement mise sur pied et il convient de noter que c'est à la fin de cette année que la première promotion de médecins marocains formés complètement au Maroc sortira.

3. *L'Ecole Mohammedia d'Ingénieurs :*

La décision de créer une telle école fut prise par les responsables dès 1958. Elle serait adaptée aux exigences du pays en ce sens qu'elle formera des ingénieurs pour les secteurs productifs prioritaires tels que les mines, les travaux publics, l'électrotechnique et la mécanique, d'où ses quatre branches. Toutefois, dès le départ on s'est heurté à une difficulté majeure à savoir qu'il n'y avait pas encore assez de bacheliers mathématiques pour alimenter l'école. Aussi a-t-on pensé à une solution transitoire qui consistait à instaurer une école préparatoire d'ingénieurs qui prenait sur concours les élèves des classes de troisième du secondaire. La suppression d'une telle école préparatoire fut décidée en relation étroite avec l'afflux de bacheliers mathématiques, dès octobre 1962, et c'est ainsi que cette E.P.I. disparut et que ses anciens élèves furent absorbés par l'E.M.I. progressivement.

Il est à noter qu'une telle école fut réalisée en collaboration étroite avec l'UNESCO qui a beaucoup aidé tant à la réalisation de l'école qu'à son fonctionnement puisque jusqu'en 1964, l'UNESCO fournissait la majeure partie du corps enseignant de l'école. Malgré tout ceci, cette école a coûté au seul gouvernement marocain (853) millions de francs soit plus de 50 % des dépenses, trop importantes déjà, réservées aux Sciences exactes et techniques. Comme on peut le constater dans le tableau I, cette école a été la plus coûteuse réalisation du Maroc en ce qui concerne l'enseignement supérieur.

4. *L'Institut National d'Agronomie - I.N.A. : (1964)*

Cet institut, créé l'an dernier, ne relève pas du Ministère de l'Education nationale, mais plutôt du Ministère de l'Agriculture. Peu importe de quel ministère il relève, cet institut fait sans aucun doute partie de l'enseignement supérieur et a sa place de ce fait dans cette étude.

Comme on l'a dit, cet institut a été créé en octobre 1967 et en est à sa deuxième année donc. Il convient de noter que parallèlement à la décision de sa création, la décision de suspendre les classes préparatoires d'Agronomie à Moulay Youssef a été prise. Les classes consistaient en deux années d'études qui permettaient de préparer les concours d'entrée aux grandes écoles d'Agronomie françaises.

Ainsi donc, le Maroc a décidé de former directement ses agronomes, et, d'ici quatre ans, la première promotion d'Ingénieurs Agronomes formés sur le territoire national sera à même de commencer à travailler.

Il faut aussi remarquer l'existence d'une Ecole Nationale d'Agriculture à Meknès. Celle-ci recevait les élèves formés à son intention par l'Ecole de Kénitra qui, elle, prenait ses candidats des classes de 3^e année. Après la fermeture de l'Ecole de Kénitra en 1965-66, l'Ecole Nationale d'Agriculture exigea le baccalauréat comme une des conditions d'accès à l'école. Cette école, par la durée des études, par la nature du diplôme délivré, est dépréciée par les étudiants.

La création d'un Institut National d'Agronomie ne fait que confirmer cela et qu'accentuer l'idée des étudiants quant à cette école. En somme cette école prendra les étudiants qui n'auraient pas pu accéder à l'I.N.A. Elle est beaucoup plus orientée vers la pratique que vers la théorie et ne forme que des ingénieurs de travaux appliqués.

Pour en revenir à l'I.N.A., en ce qui concerne sa construction, elle a été le fait du gouvernement français et donc le gouvernement marocain n'a pas eu à effectuer des dépenses. Il convient de noter aussi que jusqu'à présent les dépenses de fonctionnement le concernant ne sont le fait que d'un personnel administratif lui-même limité. En effet les dépenses en personnel enseignant sont pratiquement nulles puisque la totalité des cours des deux années qui existent aujourd'hui ont lieu dans le cadre de la faculté des sciences.

Mais dès l'an prochain, une 3^e année se constituera et à cet effet on envisage la constitution d'une classe au sein de l'Institut avec les professeurs nécessaires, ce sera là le point de départ de la constitution effective et progressive de l'I.N.A.

C. - Les sciences humaines

C'est là une branche dont les disciplines étaient enseignées bien avant l'indépendance. Elles ont été soit introduites par le protectorat en ce qui concerne l'enseignement moderne, soit le fait d'un développement autonome en ce qui concerne l'enseignement originel. L'ensemble des investis-

sements d'équipement affectés à cet enseignement est de l'ordre de 8 % du total des investissements réalisés au sein de l'enseignement supérieur dans sa totalité.

Si les chiffres concernant l'enseignement moderne ne posent aucun problème et donnent déjà par leur faible importance une idée de l'utilisation qui a pu en être faite, les sommes concernant l'Université Quaraouïne ne semblent pas du tout coïncider avec l'état des choses.

En effet, selon les responsables, ces chiffres sont une preuve de plus que la réforme qu'on a appliquée au sein de l'enseignement originel ne trouve jusqu'à présent pas son application réelle auprès des responsables eux-mêmes. En effet, cette réforme a consisté à scinder l'ancien enseignement originel en trois cycles distincts comme cela est courant pour l'enseignement moderne. Cela a donné lieu à la création d'un enseignement qualifié d'originel pour le cycle correspondant au secondaire et à la réservation de l'appellation « Université Quaraouïne » pour le seul enseignement supérieur traditionnel. Or il s'avère que cette distinction ne parvient pas à s'instaurer et cela à cause de l'hostilité de certains, de la négligence d'autres, et puis surtout de l'incompétence de l'assistance technique en ce domaine qui est précisément complètement arabisé.

Pour en revenir à ces sommes, encore une fois, selon les responsables de cette université ces sommes ont été affectées à l'enseignement secondaire pour leur plus grande partie, puisque jusqu'à présent aucune construction n'a été engagée dans le cadre de l'université proprement dite.

Notons dès maintenant que pour cette raison, de telles sommes ne seront pas incluses dans notre calcul du coût de l'étudiant.

Après un tel aperçu sur les dépenses d'équipement, on peut d'ores et déjà avoir une idée de l'évolution des dépenses de fonctionnement. L'augmentation de telles dépenses est étroitement liée à la création de nouvelles facultés, ce qui crée parallèlement des besoins en professeurs et en matériel.

II. - LES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les sommes prévues sous ce titre sont réparties en dépenses de personnel et en dépenses de matériel. Mais avant de procéder à une analyse secondaire de la répartition de ces sommes, il faudrait peut-être dégager l'évolution qui a été la leur tout au long de cette période.

A. - Evolution générale

Les frais de fonctionnement sont en augmentation constante et absorbent presque la quasi-totalité des ressources réservées tant à l'enseignement supérieur qu'à l'Education nationale.

Evolution de la répartition des crédits de fonctionnement
(en milliers de dirhams)

	1956	1961	1966	1967
Crédit total	147 163	317 368	490 713	479 696
Crédit pour l'E.S. (1) :				
en chiffres absolus	10 255	16 180	26 990	28 282
en pourcentage	7 %	5,3 %	5,5 %	5,8 %

(1) E.S. = Enseignement supérieur.

Ainsi, comme il ressort du tableau 2, les crédits de fonctionnement à l'enseignement supérieur ont augmenté parallèlement à l'augmentation même des crédits globaux affectés au fonctionnement de toute l'éducation nationale. Mais cette augmentation en chiffres absolus camoufle au fond une baisse en pourcentage qui s'étend sur la période de 1956 à 1961. Ceci a été dû à la scolarisation massive en 1957 au primaire. Depuis 1961 toutefois, l'augmentation reprend mais très lentement puisque de 5,3 %, à peine a-t-on atteint 5,8 % en 1967. Cela aussi trouve son explication dans le fait que dès 1962, le secondaire, sous l'effet de cette scolarisation massive de 57, va substituer sa pression à celle du primaire.

Mais on peut aller jusqu'au bout et prévoir la continuation du mouvement et donc on peut affirmer que dès 1970, le supérieur occupera une place de choix dans cette répartition des crédits de fonctionnement. Cette augmentation prévue accentue la nécessité devant laquelle on se trouve de délimiter dans quels rapports doit s'effectuer la répartition interne des dépenses de fonctionnement entre les deux postes « personnel » et « matériel », car ce n'est que par la connaissance de tels rapports qu'on pourra orienter ces dépenses à des fins utiles et rentables, la connaissance des effectifs à venir du supérieur ne posant pas elle-même un problème de prévision trop grand puisque les étudiants de 1970-1980 sont maintenant soit élèves, soit collégiens et de ce fait peuvent être déterminés avec assez d'aisance. Pour revenir à ces rapports, leur détermination appelle une analyse assez détaillée des dépenses de fonctionnement déjà réalisées dans l'enseignement supérieur et leur répartition entre les deux postes qui les composent.

B. - La répartition des dépenses de fonctionnement

Ventilation des dépenses de fonctionnement (en dirhams)

	1966	1967
Personnel	22 442 000	23 521 000
Bourses	2 165 000	1 931 500
Autres dépenses sociales (1)	790 000	780 000
Matériel	1 593 000	2 049 200
Total	26 990 000	28 281 700

(1) Subventions à la Cité universitaire et à d'autres organismes d'activités culturelles.

— Les dépenses en personnel :

Ces dépenses ont été pour l'année 1966 d'un montant égal à 22 442 000 dirhams sur un montant global de toutes les dépenses de fonctionnement de 26 990 000 DH, ce qui équivaut à peu près à plus de 89 % du montant global. Une telle importance est à mettre sous réserve car il faudrait parvenir à déterminer exactement la somme perçue par le seul personnel enseignant et la comparer à celle concernant le personnel administratif et voir de combien celle-ci se sépare de la première. En effet et ceci est valable pour tous les pays sous-développés, les dépenses d'administration sont trop importantes et viennent de ce fait gonfler le coût de l'étudiant parfois de plus du tiers du coût en personnel enseignant.

C'est ainsi que pour le Maroc, l'ensemble du personnel employé dans le supérieur était de l'ordre de 834 personnes en 1966. Sur ces 834 personnes, quelque 320 personnes s'occupaient des seules fonctions administratives, soit presque 40 % de l'ensemble du personnel.

— Les dépenses en matériel :

On groupe sous cette rubrique les dépenses tant de matériel que sociales : bourses et autres.

Ces dépenses, par l'importance négligeable qui leur est accordée, ont des conséquences fâcheuses sur l'entretien du patrimoine immobilier et sur le bon fonctionnement pédagogique des diverses facultés et grandes écoles. En effet, pour les trois facultés enseignant des disciplines scientifiques et techniques, il a été attribué presque 50 % des crédits de matériel destinés à l'ensemble de l'enseignement supérieur en 1966 comme le confirme le tableau suivant :

Répartition des crédits de matériel entre les branches d'enseignement
(en dirhams)

	1966	1967
Crédits de matériel		
à l'ensemble de l'enseignement	1 593 100	2 049 250
dont : Faculté des Sciences	401 040	271 200
Faculté de Médecine	117 950	131 700
E. M. I.	221 740	271 200

Ainsi donc, pour trois facultés, on attribue autant que pour les douze autres facultés et instituts restants, plus bien sûr les deux rectorats. C'est là un déséquilibre certain qui vient expliquer et justifier le mauvais fonctionnement de la plupart de ces dernières facultés.

En ce qui concerne tant l'équipement que le fonctionnement, il apparaît que l'enseignement supérieur scientifique et technique s'est taillé depuis l'indépendance la part du lion dans les crédits mis à la disposition de l'enseignement supérieur.

Un tel état de choses n'est pas à dénoncer, surtout dans cette première période post-coloniale. Mais, il convient de se demander maintenant si nous ne sommes pas arrivés à un point tel qu'il nous faille résorber ce déséquilibre.

Le pays a besoin de cadres scientifiques et techniques en priorité certes, mais il existe un enseignement jusqu'à présent majoritaire qui est d'une tout autre nature que technique.

Parce que majoritaire, il englobe la majorité des étudiants marocains actuellement, cet enseignement appelle un intérêt plus grand de la part des responsables. La solution à envisager serait le développement accru au sein de cet enseignement de certaines disciplines qui présentent un certain degré de technicité non négligeable. De telles disciplines seraient la géographie, la sociologie, la démographie, les sciences économiques... Le grand problème reste celui de la Quaraouîne. Lui donner un caractère technique n'a guère été envisagé puisque c'est au sein de la faculté des sciences qu'a été insérée la branche arabe. L'existence d'une telle université, à mon sens, n'a de raison que politique. En effet, cette université comprend trois facultés : une faculté de langue arabe à Marrakech et deux facultés à nature juridique à Fès et à Tétouan, et enfin un institut du Hadith préparant des diplômés. Or, nous savons bien qu'il existe au sein de la faculté des lettres une branche arabe et de même en ce qui concerne la faculté de Droit. Donc pourquoi maintenir cette scission au sein de notre enseignement supérieur ?

Pourquoi maintenir ce dualisme structurel quand la solution est à portée de la main ? C'est là une des innombrables questions que suscite l'étude de notre enseignement et qui restent sans réponse.

Le calcul des coûts de l'enseignement supérieur auquel nous nous livrerons maintenant, n'apportera pas de réponses à ces questions, bien plus il aura un effet inverse à savoir accentuer la nécessité de telles réponses que nous essaierons d'aborder dans la deuxième partie.

— II —

L'ÉTABLISSEMENT DE QUELQUES COÛTS GLOBAUX
ET PAR FACULTÉ

Dans son rapport « Aspects économiques de l'enseignement supérieur », l'O.C.D.E. écrivait : « L'Université doit résoudre les mêmes problèmes que l'homme d'affaires qui met sur le marché un certain nombre de produits et doit déterminer les coûts de chacun d'eux ». Autant dire donc qu'une étude économique de la structure et du comportement des coûts de l'éducation s'avère indispensable et très fructueuse puisqu'elle permettrait d'une part la connaissance de la composition des imputs nécessaires à la « production de connaissance » et d'autre part celle de l'efficacité de la répartition des ressources en dégageant quelles sont les dépenses qui contribuent le plus directement au développement de l'économie.

La plupart des études existantes se limitent aux coûts tels qu'ils résultent des statistiques budgétaires. Bien plus, le rapport de la conférence d'Addis-Abéba sur la planification de l'éducation prend les coûts ainsi dégagés comme base « pour se faire une idée de ce que coûtera l'expansion de l'Education ». Selon ce rapport toujours : « Connaissant le montant des dépenses renouvelables dans un cycle d'enseignement, on pourra évaluer le plus gros de la dépense supplémentaire qui résultera de l'accroissement de la population et de la généralisation de l'instruction primaire ».

Mais une telle méthode ne peut aboutir à des plans réalistes puisqu'elle repose sur l'hypothèse que la structure des coûts restera inchangée alors que rien n'autorise à le penser.

Utiliser une pareille notion des coûts reviendrait pour les pays sous-développés soit à accepter le maintien de l'organisation des structures existantes, soit à constater l'insuffisance des ressources financières et à limiter les objectifs d'ordre quantitatif.

Les défauts d'une telle méthode proviennent essentiellement du fait qu'elle procède d'une conception purement budgétaire du coût.

Mais alors pour quelle méthode opter ?

A ce sujet, les théoriciens ont essayé de dégager une méthode où la notion de coût de l'éducation ne diffère pas beaucoup de la notion économique ordinaire de coût de production.

Le problème en économie de l'éducation consiste donc comme en économie générale à élaborer un système d'analyse et des concepts susceptibles de rendre compte des aspects particuliers des dépenses relatives à l'éducation.

On a essayé pour ce faire de rester dans la ligne générale tracée déjà par la théorie économique et cela en essayant de transposer les concepts économiques des coûts à l'économie de l'éducation. Mais du fait de ses aspects singuliers, l'économie de l'éducation ne permet point la transposition de certains coûts tels que les coûts fixes, les coûts variables et les coûts marginaux.

Les dépenses d'investissement ne peuvent être assimilées à des coûts fixes car elles dépendent étroitement des effectifs scolaires annuels d'une part, et d'autre part la pratique de l'amortissement n'existe pas.

Pour le coût marginal il ne paraît pas théoriquement impossible de le transposer car les effectifs scolaires peuvent s'accroître sans investissements nouveaux : dans ce cas le coût marginal diminue. Mais un tel concept ne peut avoir grande portée. Son application n'est possible que pour des périodes relativement courtes et particulièrement dans les pays qui ont déjà un système d'éducation développé. Mais à part ces trois coûts, on a pu dégager trois concepts de coûts qui, eux, par leur adaptation parfaite à l'économie de l'éducation, permettent d'apprécier la répartition des dépenses d'éducation et d'opérer sur cette base une efficace projection de ces dépenses dans l'avenir et donc répondent à l'objectif essentiel qui est de planifier entièrement l'éducation.

Ces trois concepts sont :

1. Le coût total moyen qui comprend toutes les dépenses en éducation. Un tel coût est peu significatif et est en un certain sens assimilable au calcul du coût tel qu'il se dégage des documents budgétaires.

2. Un coût direct et un coût indirect. Le coût direct comprend les dépenses de personnel enseignant et les dépenses courantes de matériel.

Il peut y avoir intérêt à calculer un coût direct en personnel enseignant seulement. Le coût indirect comprend, lui, toutes les dépenses d'administration et toutes les dépenses qui posent généralement un problème d'imputation.

3. Un coût d'intervention qui a une signification plus sociale qu'économique. Il comprend les bourses, les dépenses sociales : subventions aux organismes estudiantins.

La théorie ainsi dégagée, il convient d'aborder maintenant son application quant à l'enseignement supérieur.

I. - APPLICATION DE CES CONCEPTS

À L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DANS SON ENSEMBLE

A. - Le coût total moyen

Avant d'aborder les calculs en eux-mêmes, notons qu'un tel coût ne concernera que les deux universités à savoir l'Université Mohammed V et la Quaraouïne. En effet, il existe d'autres grandes écoles mais parce qu'elles relèvent d'autres Ministères, tels que la Fonction Publique ou l'Agriculture, les dépenses de ces écoles ne sont pas enregistrées dans les budgets de l'Education Nationale. Cela ne veut pas dire que nous ignorons ces écoles mais uniquement que nous calculerons les seuls coûts les concernant sans les insérer parmi les deux Universités.

Il convient aussi de noter qu'un tel calcul doit se faire selon des unités précises, à savoir année/étudiant et année/étudiant ayant terminé ses études. De telles unités nous obligent nécessairement à nous rattacher à une année précise soit 1965-1966.

Donc, quel a été le coût total moyen de l'étudiant marocain en 1966 ?

Les dépenses d'équipement ont été en 1966 de l'ordre de 2 750 000 DH, amortissables sur 20 ans, soit donc 137 500 DH par an.

Les dépenses de fonctionnement ont été en 1966 de l'ordre de 26 990 000 DH.

Les dépenses totales dans l'enseignement supérieur ont été donc en 1966 de : 27 127 500 DH.

En 1966, le nombre d'étudiants inscrits dans les diverses facultés de l'Université Mohammed V et la Quaraouïne a été : 7 969, soit donc 7 970.

Le chiffre de 7 970 indique bien les inscrits, mais il convient de noter qu'un tel chiffre doit être corrigé du fait des multiples inscriptions auxquelles s'adonnent les étudiants. Jusqu'à présent, une telle correction a été impossible.

Pour la même année 1966, l'Université Mohammed V et la Quaraouïne ont attribué les diplômes de leurs facultés respectives à 293 licenciés et ingénieurs et 94 licenciés ; soit au total : 387.

Le coût total moyen/étudiant en 1966 a donc été de l'ordre de :

$$\frac{27\ 127\ 500}{7\ 970} = 3\ 403\ \text{DH},$$
 tandis que le coût par licencié ou diplômé a été de l'ordre de :

$$\frac{27\ 127\ 500}{387} = 70\ 096\ \text{DH}.$$

B. - Le coût direct et le coût indirect

1. *Le coût direct en enseignants :*

Le calcul d'un coût direct en enseignants est intéressant à plus d'un titre. En effet, l'enseignement supérieur marocain est encore tributaire de l'enseignement français et la raison essentielle reste sans aucun doute la présence des enseignants français. Ceux-ci, en plus des incidences linguistiques qu'ils font supporter à l'enseignement supérieur, gênent énormément le coût de l'étudiant.

Ainsi la connaissance d'un tel coût, surtout si on procède à une ventilation du corps enseignant en marocains et étrangers, permettra une projection efficace et donc une planification à portée certaine.

a) *Le corps enseignant en 1966 :*

Là encore on se rattachera uniquement aux deux universités.

— Université Mohammed V : corps enseignant :

	MAROCAINS	ETRANGERS	TOTAL
Professeurs titulaires	17	36	53
Maîtres de conférence	17	49	66
Chargés d'enseignement	17	25	42
Assistants	61	22	83
Moniteurs	8	—	8
Chefs de travaux pratiques	—	1	1
Autres cas : — Ingénieurs	11	24	35
— Divers	21	23	44

Il s'ensuit donc que le corps enseignant en 1966 se composait au total de 332 dont 152 marocains seulement. Toutefois il faut souligner que 274 seulement sont enseignants en titre dont 114 marocains. Les 58 autres sont soit des missionnaires, soit des détachés ou même encore des enseignants à heures supplémentaires.

Pour les commodités du calcul nous ferons abstraction de toute différenciation et nous retiendrons le chiffre global de 332.

— Université Quaraouïne :

Cette université comprend 47 enseignants dont 44 marocains. Toutefois cette ventilation en marocains et étrangers n'est d'aucune utilité puisque sur le plan de la rémunération il n'y a pas de différence, les professeurs étrangers originaires de pays arabes étant assimilés à des marocains en ce qui concerne leur traitement. Mais comme on ne dispose pas de leur ventilation selon le grade et le titre, nous considérerons qu'ils sont pour le 1/4 des professeurs titulaires et pour le reste des chargés d'enseignement.

L'arbitraire d'une telle décision est malheureusement inévitable.

b) *Barème des salaires selon le titre et le grade :*

L'établissement d'un coût précis suppose l'étude du traitement de chaque enseignant en particulier. Devant l'impossibilité d'effectuer une telle étude on a pris pour chaque catégorie d'enseignant, un enseignant type. Pour son établissement on a procédé comme suit. On a pris les sommes correspondant aux indices maxima et minima de chaque catégorie, on leur a ajouté les majorations ou les suppléments correspondants, toutes les indemnités qui s'y rattachent et on a divisé par 2 pour avoir le traitement moyen de la catégorie. Il est à signaler aussi qu'en ce qui concerne les indemnités familiales on a considéré une moyenne de 2 enfants par professeur.

c) *Etablissement du coût à proprement parler :*

Professeurs titulaires :

	MAROCAINS	ETRANGERS
Traitements	2,380 000 F	4 303 000 F
Professeurs	29	36
soit donc : pour les Marocains : 98 020 000 F ;		
pour les étrangers : 154 908 000 F, dont le cinquième est pris à charge par le Gouvernement français ; soit donc pour le Maroc : 123 926 400 F.		

Total : 221 946 400 F.

Maîtres de conférence :

	MAROCAINS	ETRANGERS
Traitement	1 878 000 F	3 246 000 F
Nombre	17	49
Total	31 926 000 F	127 323 300 F (net des 20 %)

Total général : 159 249 000 F.

Chargés d'enseignement :

	MAROCAINS	ETRANGERS
Traitement	1 637 000 F	2 836 000 F
Nombre	52	25
Total	85 124 000 F	56 720 000 F (net des 20 %)

Total général : 141 844 000 F.

Assistants :

	MAROCAINS	ETRANGERS
Traitement	1 168 000 F	1 989 000 F
Nombre	61	22
Total	71 248 000 F	35 000 000 F (net des 20 %)

Total général : 106 248 000 F.

Moniteurs :

	MAROCAINS
Traitement	1 340 000 F
Nombre	8
Total	10 720 000 F

Chef de travaux pratiques :

	ETRANGERS
Traitement	1 538 200 F
Nombre	1
Total	1 538 200 F

Pour les ingénieurs et les divers, nous sommes une fois de plus obligés de recourir à l'arbitraire. Nous les incluerons tous dans la catégorie des assistants d'autant plus que la majorité d'entre eux doit certainement se limiter à donner des heures supplémentaires.

Divers :

	MAROCAINS	ETRANGERS
Traitement	1 168 000 F	1 989 000 F
Nombre	32	47
Total	37 276 000 F	74 788 000 F (net des 20 %)

Total général : 112 064 000 F.

Total des dépenses en enseignants en 1966 : 746 609 000 F
à quoi il faut ajouter toutes les indemnités familiales accordées aux Marocains, comme mentionné ci-dessus, soit : $57\,600\text{ F} \times 199 = 11\,472\,000\text{ F}$.

Donc le coût direct en enseignants par étudiant était en 1966 de

$$\frac{758\,081\,000}{7\,970} = 95\,120 \text{ F.}$$
l'ordre de :

Par étudiant ayant achevé ses études, il a été de l'ordre de :

$$\frac{758\,081\,000}{387} = 1\,930\,600 \text{ F.}$$

2. Le coût indirect :

Un tel coût englobe les dépenses d'administration et celles de matériel.

a) Les dépenses d'administration :

En 1966, les dépenses en personnel en général ont été de 22 442 000 DH (voir tableau 3). Or, comme il se dégage du calcul précédent, les dépenses en personnel enseignant ont été approximativement de 7 580 810 DH. Ainsi les dépenses d'administration se montaient à peu près à 22 442 000 dirhams — 7 580 810 dirhams = 14 861 190 dirhams.

Les dépenses d'administration correspondent presque à deux fois celles du personnel enseignant et donc gonflent excessivement le coût de l'étudiant.

b) Les dépenses de matériel :

Toujours du tableau 3 on peut lire que ces dépenses se montaient à 1 593 000 DH.

c) Etablissement du coût à proprement parler :

— le coût indirect par étudiant inscrit :

$$\frac{14\,861\,190 + 1\,593\,000}{7\,970} = 1\,065 \text{ DH ;}$$

— le coût indirect par étudiant diplômé :

$$\frac{16\,454\,190}{387} = 42\,517 \text{ DH.}$$

C. - Le coût d'intervention

En 1966, les dépenses sociales au sein de l'enseignement supérieur étaient comme suit :

- 844 bourses soit : 2 165 000 DH (non comprises toutes les bourses liées qui sont plus un présalaire qu'une bourse).
- Subventions à la Cité universitaire : 750 000 DH.
- Divers : 40 000 DH.

Il faut aussi compter les dépenses d'équipement à caractère social telle que la construction d'un nouveau pavillon à la cité, soit donc 1 100 000 amortissables en 20 ans, ce qui laisse en fin de compte : 55 000 DH.

— La somme des dépenses sociales en 1966 : 3 010 000 DH

— Le coût d'intervention par étudiant inscrit : $\frac{3\,010\,000}{7\,970} = 380$ DH

— Le coût d'intervention par étudiant diplômé : $\frac{3\,010\,000}{387} = 7\,777$ DH

D. - Que penser de ces coûts ?

Les dépenses d'éducation absorbent environ 4 % du P.N.B. et il semblerait que les limites raisonnables des possibilités financières soient atteintes.

Si l'on sait que, d'ici deux à trois ans, l'enseignement supérieur aura à subir une extension de façon à pouvoir recevoir la plupart des lycéens d'aujourd'hui, et compte tenu du fait qu'on ait presque atteint le plafond des possibilités financières, le calcul de tels coûts ne peut que voir son importance croître sans cesse. Proportionnellement à sa population, le Maroc doit scolariser deux fois plus d'enfants que les pays d'Europe occidentale, alors que ses revenus sont huit fois moins importants. Dès lors, la recherche de solutions originales mieux adaptées aux ressources du pays devient capitale. De tels coûts, par l'idée plus ou moins précise qu'ils donnent quant à la structure de la répartition des dépenses d'enseignement supérieur, pourraient permettre une meilleure utilisation des ressources.

Le coût indirect, nous l'avons vu, est donc deux fois le coût direct et c'est là une possibilité non négligeable sinon de compression du coût total moyen, du moins d'une meilleure utilisation de ces ressources, soit en équipement, soit en dépenses sociales, qui sont encore trop faibles par rapport au reste des dépenses.

De telles solutions doivent, pour être assurées de la plus grande efficacité, être intégrées dans un plan d'ensemble adapté à la situation du pays et donc permettant une projection objective et rationnelle des dépenses dans l'avenir.

II. - APPLICATION DE CES CONCEPTS DE COÛTS PAR FACULTÉ OU GRANDE ÉCOLE

Un tel calcul ne se justifie que par la différence, parfois énorme, qui peut exister entre la branche d'enseignement supérieur scientifique et technique et celle d'enseignement des sciences humaines, du fait des différences dans les modalités de leurs enseignements respectifs.

Si l'on sait que le Maroc vient récemment de créer un enseignement scientifique et technique et qu'il veut le développer précisément parce que ses besoins en cadres techniques sont très grands, l'intérêt du calcul des coûts respectifs dans chaque branche d'enseignement n'est que plus justifié puisqu'il permettra de prévoir une évolution dans l'avenir sur des bases solides.

A. - Dans les sciences humaines

Une distinction s'impose : sous une telle appellation, on groupe la plus grande partie de l'enseignement supérieur moderne et toute l'Université Quaraouïne.

1. *L'enseignement supérieur moderne :*

On se limitera à l'application des concepts dont le calcul est possible aux deux plus importantes facultés de cet enseignement, à savoir la faculté de Droit et la faculté des Lettres.

a) *La faculté de Droit*

— Le coût direct en enseignants :

Personnel enseignant étranger :

10 professeurs titulaires	$4\,302\,700 \times 10 = 43\,027\,000$	F
7 maîtres de conférences	$3\,246\,000 \times 7 = 22\,722\,000$	F
5 chargés d'enseignement	$2\,836\,000 \times 5 = 14\,190\,000$	F
1 assistant	$1\,989\,000 \times 1 = 1\,989\,000$	F

TOTAL 81 928 000 F

Mais comme le gouvernement français prend à sa charge 20 % des charges, il reste à la charge effective du pays : 65 534 000 F.

Personnel enseignant marocain :

6 professeurs titulaires . .	$(2\ 380\ 340 + 57\ 600) \times 6 = 14\ 626\ 000\ \text{F}$
	<small>57 600 F étant l'indemnité familiale reçue pour 2 enfants.</small>
2 maîtres de conférences .	$(1\ 878\ 000 + 57\ 600) \times 2 = 3\ 871\ 000\ \text{F}$
1 chargé d'enseignement .	$(1\ 637\ 000 + 57\ 600) = 1\ 695\ 000\ \text{F}$
20 assistants	$(1\ 168\ 000 + 57\ 600) \times 20 = 24\ 520\ 000\ \text{F}$
	<hr/>
	TOTAL 44 712 000 F

Les dépenses globales en enseignants en 1966 se montaient à
 $65\ 534\ 000\ \text{F} + 44\ 712\ 000\ \text{F} = 110\ 246\ 000\ \text{F}$.

Le nombre d'étudiants inscrits en 1966 à la faculté de Droit dans ses 2 centres et ses 2 sections arabe et française était de l'ordre de 1 800 étudiants.

La même année, l'ensemble de la faculté a attribué 134 licences.

Donc, on peut dresser le coût :

$$\text{Par étudiant il a été de : } \frac{110\ 246\ 000}{1\ 800} = 61\ 250\ \text{F}$$

$$\text{Par licencié il a été de : } \frac{110\ 246\ 000}{134} = 823\ 000\ \text{F}$$

— Le coût d'intervention :

En 1966, les étudiants de la faculté de Droit ont bénéficié de 178 bourses, soit donc un montant global de 30 261 000 F.

Pour que le coût ne perde pas de son intérêt, il faudrait pouvoir ventiler l'effectif des étudiants en fonctionnaires et en étudiants. Nul n'ignore l'importance du nombre des fonctionnaires inscrits à la faculté de Droit, mais malheureusement on ne dispose pas du chiffre exact : nous supposons qu'il a été *grosso modo* de 800.

$$\text{Le coût d'intervention aura été donc de } \frac{30\ 260\ 000}{1\ 000} = 30\ 260\ \text{F}$$

$$\text{Par licencié il a été de l'ordre de } \frac{30\ 260\ 000}{100} = 302\ 600\ \text{F}$$

On a supposé que, sur les 134 étudiants ayant eu leur licence, 34 ont été des fonctionnaires.

Ce coût reste encore incomplet. En effet, il faudrait pouvoir ajouter un deuxième correctif, à savoir la part qui revient aux étudiants de Droit dans les dépenses de la Cité Universitaire, du restaurant... cela pose un problème d'imputation qu'on ne peut résoudre sur des bases rationnelles, c'est pourquoi nous nous limiterons aux coûts dégagés.

Mais, et le coût indirect ? son calcul n'est pas impossible mais suppose des données dont on ne dispose pas. En effet, il aurait fallu pouvoir disposer d'une liste du personnel administratif détaillée et mentionnant le titre et le grade de chaque personne. Une telle liste n'a pas été faite en 1966. Le budget de 1966 s'est limité à mentionner que la faculté employait quelque 112 personnes. Si on exclut le personnel enseignant, soit 52 agents, il reste 60 agents administratifs. Il faudrait pouvoir arrêter le chiffre des dépenses les concernant et leur ajouter les 11 millions de crédits de matériel octroyés en 1966. Approximativement un tel coût doit être le double du coût direct.

En ce qui concerne le coût total unitaire, il est réduit à la somme des 3 coûts antérieurs puisque les seules dépenses d'équipement réalisées dans la faculté remontent à 1959 et sont d'importance relativement négligeable.

b) *La faculté des Lettres*

— Le coût direct en enseignants :

Personnel enseignant étranger :

4 professeurs titulaires	$4\,302\,700 \times 4 =$	17 212 000 F
14 maîtres de conférences	$3\,246\,000 \times 14 =$	45 444 000 F
8 assistants	$1\,989\,000 \times 8 =$	15 912 000 F
		78 568 000 F
	TOTAL	

Dont 80 % seulement sont à la charge du pays, ce qui fait donc : 60 854 000 F.

Personnel enseignant marocain :

1 professeur	$(2\,380\,000 + 57\,600) =$	2 438 000 F
9 maîtres de conférences	$(1\,878\,000 + 57\,600) \times 9 =$	17 420 000 F
22 assistants	$(1\,168\,000 + 57\,600) \times 22 =$	26 963 000 F
		46 821 000 F
	TOTAL	

Total général des dépenses : $60\,854\,000 + 46\,821\,000 = 107\,675\,000$ F

Le nombre d'étudiants inscrits à la faculté des Lettres en 1966 était de l'ordre de 1 570. Il a été distribué 49 licences.

Ainsi le coût direct par étudiant a été de : $\frac{107\,675\,000}{1\,570} = 68\,000$ F

Par licencié il a été de l'ordre de 2 197 450 F.

— Le coût d'intervention :

En 1965-1966, il a été attribué aux étudiants de la faculté des Lettres 50 bourses, soit un montant total de 12 825 000 F. Le nombre d'étudiants de cette faculté en 1966 était de 1 570.

Mais, il faut pour plus de précisions corriger ce chiffre et cela en le diminuant de tous les étudiants professeurs qui suivent leurs études dans le cadre de la faculté. Ils étaient au nombre d'environ 1 000 normaliens en 1966 entre les deux sections arabe et française.

$$\text{Ce coût s'élèverait donc à } \frac{12\,825\,000}{570} = 22\,500 \text{ F.}$$

Sur les 49 licenciés en 1966, nous considérerons que 39 relèvent du ressort de l'E.N.S. Ainsi le coût d'intervention par licencié aura été de l'ordre de $\frac{12\,825\,000}{49-39} = 1\,282\,500 \text{ F.}$

En ce qui concerne les deux coûts restants, mêmes remarques que pour la faculté de Droit.

2. L'Université Quaraouïne :

Etant donné la situation de fait héritée du protectorat en ce qui concerne cet enseignement, une précision, la plus poussée possible, est indispensable si l'on veut tester l'évolution dont cet enseignement a bénéficié depuis l'indépendance.

a) Faculté Echaria - Fès

— Le corps enseignant :

8 professeurs titulaires tous marocains ou assimilés à des marocains, soit donc : $(2\,380\,000 + 57\,000) \times 8 = 19\,500\,800 \text{ F.}$

Il y avait aussi 6 professeurs qui donnaient 8 heures supplémentaires chacun par mois. Si l'on considère que l'année universitaire comprend 7 mois, ce nombre d'heures supplémentaires aura été de 236 heures auxquelles on appliquera un taux moyen de 2 500 F soit 590 000 F.

Total : 20 090 000 F.

Le coût direct en enseignants a donc été de l'ordre de $\frac{20\,090\,000}{200}$.

200 étant le nombre d'étudiants inscrits en 1966.

Il a été de 100 450 F. Par licencié il a été de $\frac{20\,090\,000}{48} = 402\,000 \text{ F.}$

— Le coût indirect :

Le personnel administratif :

1 professeur-doyen	(2 380 000+57 600)	= 2 437 000 F
1 intendant	(1 162 000+57 600)	= 1 219 000 F
4 rédacteurs	(869 000+57 600) × 4	= 3 706 000 F
1 commis principal	(637 000+57 600)	= 694 000 F
3 dactylographes	(475 000+57 600) × 3	= 1 598 000 F
4 agents publics	(459 000+57 600) × 4	= 2 066 000 F

TOTAL 11 720 000 F

Les dépenses de matériel ont été de 1 845 000 F.

Soit donc un total général de 13 565 000 F.

Le coût indirect aura donc été :

- par étudiant : 68 000 F,
- par licencié : 271 300 F.

— Le coût d'intervention :

Les étudiants ont disposé de 30 bourses, soit donc un montant total de 7 695 000 F.

— Le coût par étudiant : $\frac{7\,695\,000}{200} = 38\,475$ F.

— Le coût par licencié : $\frac{7\,695\,000}{48} = 155\,000$ F.

— Le coût total unitaire :

On ne tiendra pas compte des dépenses d'équipement pour les raisons déjà citées. Il se réduit donc à la somme des coûts déjà calculés :

- par étudiant : 207 000 F,
- par licencié : 828 000 F.

b) *Faculté Ousoul Dine - Tétouan*

— Le coût direct :

5 professeurs	(2 380 000+57 600) × 5	= 12 189 000 F
heures supplémentaires	2 500 F × 224	= 560 000 F

TOTAL 12 749 000 F

Le nombre des étudiants était de 60 dont un seul a eu la licence cette année-là.

$$\text{Coût direct par étudiant : } \frac{12\,749\,000}{60} = 212\,500 \text{ F.}$$

Par licencié, il aura été de la somme des dépenses.

— Le coût indirect :

1 professeur-doyen	(2 380 000+57 600)	= 2 437 000 F
1 rédacteur	(869 000+57 600)	= 926 000 F
1 dactylo	(475 000+57 600)	= 533 000 F
3 agents publics	(459 000+57 600)×3	= 1 550 000 F

Les dépenses de matériel ont été de 1 400 000 F.

Le total général s'élevait à : 6 846 000 F.

$$\text{Le coût par étudiant : } \frac{6\,846\,000}{60} = 114\,100 \text{ F.}$$

Le coût par licencié : 6 846 000 F.

— Le coût d'intervention est trop infime pour qu'on en tienne compte.

— Le coût total unitaire : en arrondissant, on pourra dire que ce coût a été de l'ordre de 330 000 F par étudiant.

Le choix de ces deux facultés de l'Université Quaraouïne a été fait de manière à donner une idée aussi nette que possible du coût de l'étudiant en cette université.

En effet, les deux facultés choisies, par le nombre de leurs étudiants, de leurs professeurs, de leur personnel administratif représentent les limites entrevues de cette université.

Le coût en cette université varie donc entre 207 000 F et 330 000 F. En moyenne il s'établit autour de 268 500 F.

En somme, le coût total unitaire dans les facultés enseignant des disciplines relevant des sciences humaines est en moyenne générale de 250 000 francs. Mais qu'en est-il pour les sciences pures et techniques ?

B. - Dans les sciences pures et techniques

Nous passerons en revue les trois principaux établissements qui constituent cette branche, à savoir l'Ecole Mohammedia d'Ingénieurs, la faculté des Sciences et la faculté de Médecine.

1. *Ecole Mohammedia d'Ingénieurs* :

Il convient de noter qu'une étude du coût total unitaire a été entreprise par l'administration même de l'Ecole. Toutefois nous lui apporterons quelques rectificatifs légers et qui cadrent avec les concepts d'analyse choisis.

a) Le coût direct en enseignants :

L'Ecole en 1966 était fréquentée par 263 étudiants. A la fin de l'année, il a été octroyé 54 diplômes d'ingénieurs de l'école. Le montant des dépenses en enseignants est globalement de 86 500 000 F. Ce chiffre englobe aussi bien les professeurs de l'école que ceux enseignant à titre occasionnel.

$$\text{Le coût direct par étudiant} \quad \frac{86\,500\,000}{263} = 329\,000 \text{ F}$$

$$\text{Le coût direct par ingénieur} \quad \frac{86\,500\,000}{54} = 1\,725\,000 \text{ F}$$

b) Le coût indirect :

Les traitements et les indemnités des gens du service ont été de 22 000 000 F. Les dépenses de matériel et fonctionnement s'élèveraient elles aussi à 22 000 000 soit un total de 44 000 000 F.

$$\text{Coût indirect par étudiant} \quad \frac{44\,000\,000}{263} = 168\,000 \text{ F}$$

$$\text{Coût indirect par ingénieur} \quad \frac{44\,000\,000}{54} = 875\,000 \text{ F}$$

c) Le coût d'intervention :

Ce coût doit être lui aussi assez élevé et cela du fait que tous les étudiants de l'E.M.I., de par leur accès à l'école, ont automatiquement une bourse. Cette école bénéficie aussi d'un internat personnel réservé à ses étudiants. En 1966, elle bénéficiait aussi d'un restaurant mais qui est suspendu actuellement.

D'autre part, à la fin des trois premières années de leurs études, les étudiants sont obligés de passer un stage pour lequel le gouvernement marocain dépense de l'argent.

Récapitulatif : 263 bourses soit : 67 465 500 F.

Stages : 200 étudiants ont bénéficié des frais de voyage pour les stages soit $57\,000 \times 200 = 11\,400\,000$ F.

Subvention au restaurant : 9 000 000 F.

Soit donc un total de : 87 865 500 F.

Le coût d'intervention par étudiant : 332 500 F.

Le coût d'intervention par ingénieur : 1 730 000 F.

d) Le coût total unitaire :

Par étudiant :

$$329\ 000 + 168\ 000 + 332\ 000 + \frac{42\ 500\ 000^*}{263} = 989\ 000\ \text{F}$$

Par ingénieur :

$$1\ 725\ 000 + 875\ 000 + 1\ 730\ 000 + \frac{42\ 500\ 000}{54} = 5\ 195\ 000\ \text{F}$$

2. La faculté des Sciences :

a) Le coût direct en enseignants :

Le corps enseignant étranger :

6 professeurs	$4\ 302\ 700 \times 6 =$	$25\ 816\ 000\ \text{F}$
15 maîtres de conférences	$3\ 246\ 000 \times 15 =$	$48\ 690\ 000\ \text{F}$
2 assistants	$1\ 989\ 000 \times 2 =$	$3\ 978\ 000\ \text{F}$

A la charge effective du Maroc : 62 787 000 F.

Le corps enseignant marocain :

1 professeur	$(2\ 380\ 000 + 57\ 600) =$	$2\ 437\ 000\ \text{F}$
3 maîtres de conférences ..	$(1\ 878\ 000 + 57\ 600) \times 3 =$	$5\ 806\ 000\ \text{F}$
11 assistants	$(1\ 168\ 000 + 57\ 600) \times 11 =$	$13\ 486\ 000\ \text{F}$

Le total des dépenses en enseignants : 84 516 000 F.

Les étudiants ont été au nombre de 905 en 1966.

27 étudiants la même année ont été reçus à la licence et 11 étudiants ont été reçus au Diplôme d'Etudes Supérieures, donc

$$\text{Le coût par étudiant} = \frac{84\ 516\ 000}{905} = 93\ 000\ \text{F}$$

$$\text{Le coût par licencié ou diplômé} = \frac{84\ 516\ 000}{48} = 1\ 760\ 000\ \text{F}$$

b) Le coût indirect :

Nous ne disposons malheureusement pas des données pour effectuer un tel calcul. Toutefois la faculté des sciences a occupé 140 personnes en 1966 tel que le montre le budget 1966. Or, comme nous l'avons vu, le corps enseignant était au nombre de 38, ce qui laisse donc pour le personnel administratif 102 postes.

* 42 500 000 représente la tranche annuelle d'amortissement des dépenses d'équipement et de constructions supposées amorties en 20 ans.

Ajoutons à ceci les 41 100 000 F des dépenses de matériel et on pourra déduire très largement que ce coût a été le double, sinon plus, du coût direct.

c) Le coût d'intervention :

En 1966, il y avait 74 boursiers du Ministère de l'Education nationale, soit donc un montant de : 18 981 000 F.

Pour les étudiants inscrits à cette faculté, il y avait parmi eux 210 étudiants normaliens, ce qui laisse donc un nombre exact de 695 étudiants.

Parmi les étudiants de l'E.N.S., 5 ont eu leur licence et à peu près 5 leur D.E.S., ce qui ramène le nombre exact des licenciés et des diplômés de la faculté à 38.

$$\text{Le coût par étudiant : } \frac{18\,981\,000}{695} = 28\,000 \text{ F}$$

$$\text{Le coût par licencié : } \frac{18\,981\,000}{38} = 475\,000 \text{ F}$$

d) Le coût total unitaire :

Il correspond à la somme de tous les coûts précédents auxquels on ajoutera la portion à amortir sur les dépenses d'équipement et de construction qui ont été de 504 200 000 F, soit donc :

Par étudiant :

$$(93\,000 \times 3) + 28\,000 + \frac{25\,210\,000}{905} = 587\,000 \text{ F}$$

Par licencié ou diplômé :

$$(1\,690\,000 \times 3) + 475\,000 + \frac{25\,210\,000}{48} = 6\,049\,000 \text{ F}$$

3. *La faculté de Médecine :*

Une étude du genre a été établie par la faculté. Nous l'adapterons à nos concepts d'analyse.

a) Le coût direct :

Le traitement du corps enseignant en titre, occasionnel ou missionnaire, s'élevait en 1966 au montant global de 41 695 000 F. Le nombre des étudiants inscrits à la faculté était de 450

$$\text{soit donc un coût de : } \frac{41\,695\,000}{450} = 92\,700 \text{ F.}$$

b) Le coût indirect :

Le traitement des fonctionnaires de la faculté : 12 175 000 F. Les dépenses de fonctionnement, d'aménagement et de matériel : 12 167 000 F.

Le coût indirect par étudiant est donc de : $\frac{23\,342\,000}{450} = 52\,000$ F.

c) Le coût d'intervention :

En 1966, les étudiants de la faculté de Médecine ont disposé de 188 bourses, soit donc un montant total de 48 222 000 F.

Le coût par étudiant : $\frac{48\,222\,000}{450} = 107\,200$ F.

d) Le coût total unitaire :

Les dépenses d'équipement et de construction de la faculté ont été de 371 300 000 F. En les amortissant sur 20 ans on arrive à la tranche annuelle de 18 565 000 F.

Par étudiant cela représentait en 1966 $\frac{18\,565\,000}{450} = 41\,300$ F.

Ainsi le coût total unitaire était de :

$92\,700 + 52\,000 + 107\,200 + 41\,300 = 293\,200$ F.

4. Que penser de ces coûts ?

Pour l'Ecole Mohammedia d'Ingénieurs, le CTU a été de 989 000 F ; pour la faculté des Sciences, il a été de 587 000 F et pour la faculté de Médecine il est le plus bas : 293 200 F.

Le recours à la décomposition de ces coûts respectifs explique largement cette décroissance progressive. Toutefois, pour la faculté de Médecine, le CTU excessivement bas s'explique par le fait que toute la propédeutique suit ses cours à la faculté des Sciences. Pour les autres années, la majorité des cours ont lieu à l'hôpital Avicenne et il faudrait inclure dans ce coût toutes les dépenses de la Santé publique du fait de ces cours.

Le CTU moyen dans les sciences pures et techniques s'élève à 620 000 francs et est donc le double de celui réalisé dans les sciences humaines.

C. - Dans le secteur de la formation des cadres relevant d'autres ministères**1. L'Institut National des Statistiques et de l'Economie Appliquée :**

Cet institut relève du Ministère du Plan. Toutefois, par son statut particulier puisqu'il relève de l'aide des Nations Unies, il coûte à peine le dixième de son coût total au gouvernement marocain.

Ce projet s'étend sur une période de 5 ans. Sur l'ensemble de cette période, l'ONU contribue par une somme égale à 571 000 000 F. Le Maroc verse au fonds de l'ONU 13 500 000 F par an.

En 1966, le nombre des étudiants était de l'ordre de 80 et la même année l'institut a accordé 17 diplômes d'ingénieurs d'application de la statistique et 20 diplômes d'adjoint technique de la statistique, soit au total 37 diplômes.

$$\text{Le coût total unitaire réel par étudiant : } \frac{114\,200\,000}{80} = 1\,427\,500 \text{ F.}$$

$$\text{Le CTU par étudiant pour le seul gouvernement marocain : } \frac{13\,100\,000}{80} = 162\,500 \text{ F.}$$

Par diplômé, le CTU est un peu plus du double : 2 860 000 F pour le CTU réel et 330 000 F pour le gouvernement marocain.

Cet institut, par le nombre trop restreint de ses étudiants, reste quand même assez coûteux. Ce n'est qu'en développant l'effectif de ses étudiants qu'on pourra comprimer les coûts puisque de toute façon les fonds de l'institut sont connus d'avance et que, quels que soient les cas, la contribution du Maroc ne changera pas.

2. *L'Ecole Nationale d'Agriculture :*

Cette école relève du Ministère de l'Agriculture et délivre des diplômes d'ingénieurs agricoles.

a) Le coût direct :

Le corps enseignant français :

$$3 \text{ professeurs} \dots\dots\dots 4\,302\,700 \times 3 = 12\,908\,200 \text{ F}$$

$$9 \text{ chargés d'enseignement} \dots\dots\dots 2\,836\,000 \times 9 = 25\,524\,000 \text{ F}$$

A la charge du Gouvernement marocain : 30 746 000 F.

Le corps enseignant marocain :

$$1 \text{ professeur} \dots\dots\dots (2\,380\,000 + 57\,600) = 2\,437\,600 \text{ F}$$

$$5 \text{ chargés d'enseignement} \dots (1\,637\,000 + 57\,600) \times 5 = 8\,473\,000 \text{ F}$$

$$3 \text{ assistants} \dots\dots\dots (1\,168\,000 + 57\,600) \times 3 = 3\,677\,000 \text{ F}$$

Total général : 45 330 000 F.

En 1966, l'Ecole comprenait 82 étudiants, soit donc un coût de :

$$\frac{45\,330\,000}{82} = 564\,000 \text{ F}$$

b) Le coût indirect :

Selon les responsables, ce coût ne doit pas dépasser les 200 000 F, chiffre que nous sommes obligés de retenir car on ne dispose pas des données de base nécessaires à un tel calcul.

c) Le coût d'intervention :

Ce coût est assez élevé. En effet, la majorité des étudiants disposent d'une bourse d'études. L'école est dotée d'un internat et d'un restaurant. De plus, à la fin de leurs études, à l'occasion de l'obtention de leur diplôme, les étudiants effectuent un « voyage d'études » à l'étranger aux frais du Ministère de l'Agriculture.

Là encore, nous sommes obligés de retenir les chiffres avancés par les responsables, soit : 300 000 F.

d) Le CTU :

Il correspond à la somme des 3 coûts précédents, soit donc :
 $564\ 000\ \text{F} + 200\ 000\ \text{F} + 300\ 000\ \text{F} = 1\ 064\ 000\ \text{F}$.

3. *L'Ecole Marocaine d'Administration* :

Cette école se rattache au Ministère de la Fonction Publique qui pourvoit à toutes ses dépenses.

Elle ne dispose pas de professeurs en titre. Tous les professeurs y enseignent à titre d'heures supplémentaires.

a) Le coût direct en enseignants :

8 professeurs titulaires ont donné un total de 120 h/mois, soit donc pour toute l'année, si on considère 7 mois uniquement, un total de 840 h.

Le taux de vacations étant pour cette catégorie de professeurs de 3 800 F, on obtient un total de 3 192 000 F.

— 12 docteurs ont enseigné dans la même ligne de compte 1 274 heures par an.

Le taux de vacations étant de 3 300 F, on obtient alors : 4 204 000 F.

— 6 diplômés des études supérieures y ont donné 840 heures pour un taux de 2 500 F, on aboutit à 2 100 000 F.

— 12 licenciés y ont donné 1 512 heures pour un taux de 2 000 F, soit donc : 3 024 000 F.

— 2 bacheliers y ont donné 280 heures à un taux de 1 360, soit donc : 380 800 F.

Total général : 12 900 000 F.

En 1966 le nombre des étudiants était de 273.

La même année, 38 diplômés ont été accordés.

Le coût direct par étudiant : 48 000 F.

Le coût direct par diplômé : 339 500 F.

b) Le coût indirect :

Les dépenses de matériel ont été de l'ordre de 3 M. de F. Pour le personnel administratif, il faudrait, en plus de celui de l'école elle-même, pouvoir ajouter tout le service qui, au sein de la Fonction Publique, ne s'occupe que de cette école. Les dépenses de rémunération doivent sûrement être trop importantes et il est malheureux une fois de plus, faute de documents, de ne pouvoir procéder à des calculs précis. Pour recourir aux estimations, on pourra évaluer un tel coût à 4 fois au moins le coût direct, soit environ 192 000 F.

c) Le coût d'intervention :

Tous les étudiants non fonctionnaires de l'E.M.A. reçoivent non pas une bourse, mais un « présalaire » en contrepartie d'un contrat qu'ils signent avec l'Etat. En plus, les étudiants diplômés effectuent un voyage d'agrément payé par la Fonction Publique.

L'ensemble de ces dépenses se montait à 110 000 000 F environ.

Le coût par étudiant : 407 000 F

Le coût par diplômé : 2 750 000 F

d) Le CTU :

Par étudiant : $48\ 000 + 172\ 000 + 407\ 000 = 627\ 000$.

Par diplômé : $339\ 000 + 1\ 360\ 000 + 2\ 750\ 000 = 4\ 450\ 000$.

4. *Ecole Normale Supérieure :*

Cette école relève très étroitement du Ministère de l'Education Nationale. Elle prépare des professeurs pour les deux cycles du secondaire en diverses disciplines. Cette école a été créée en collaboration avec l'UNESCO qui a aidé en espèces en fournissant les crédits nécessaires à l'équipement de l'école et en nature par l'envoi d'experts pour y enseigner. Cependant, cette école coûte aussi assez au gouvernement marocain pour que l'on essaie d'en calculer les coûts.

a) *Le coût direct en enseignants :*

— Le corps enseignant étranger :

1 professeur titulaire	4 303 000	=	4 303 000 F
1 chargé d'enseignement	2 836 000	=	2 836 000 F
2 professeurs licenciés	2 360 000 × 2	=	4 720 000 F
2 professeurs certifiés	1 989 000 × 2	=	3 978 000 F
			TOTAL = 15 837 000 F

— Le corps enseignant marocain :

1 professeur titulaire	(2 380 000 + 57 600)	=	2 437 000 F
1 maître de conférence	(1 878 000 + 57 600)	=	1 936 000 F
10 professeurs licenciés	(1 340 000 + 57 600) × 10	=	13 976 000 F
8 professeurs certifiés	(904 000 + 57 600) × 8	=	7 693 000 F
1 assistante	(1 168 000 + 57 600)	=	1 225 000 F
5 instituteurs	(672 000 + 57 600) × 5	=	3 648 000 F
			TOTAL = 30 915 000 F

En ce qui concerne le corps enseignant étranger, il est à remarquer que 20 % sont à la charge du gouvernement français, soit donc pour le Maroc : 12 670 000 F. — Total général : 43 585 000 F.

Les étudiants inscrits à l'E.N.S. en 1966 étaient au nombre de 1 579.

La même année, 378 étudiants ont été reçus à leur examen de sortie, ce qui faisait d'eux des professeurs du 1^{er} ou du 2^e cycle selon les études suivies.

$$\text{Coût direct par étudiant : } \frac{43\,585\,000}{1\,579} = 27\,600 \text{ F}$$

$$\text{Coût direct par professeur formé : } \frac{43\,585\,000}{378} = 111\,000 \text{ F}$$

b) *Le coût indirect :*

Ce coût, vu l'état actuel de l'école, ne peut être trop élevé. On l'estimera à 60 000 F par étudiant et dans les mêmes proportions par professeur, soit donc : 240 000 F.

c) *Le coût d'intervention :*

Les étudiants inscrits à l'E.N.S. bénéficient, la 1^{re} et la 2^e années, d'un présalaire de 46 516 F par mois, et les années d'études restantes, d'un traitement de 52 000 F.

Nous considérerons que 1 000 étudiants sont en 1^{re} et 2^e années et que le reste est en 3^e année. On aboutit au montant global suivant :

$$(46\,516\,000\text{ F} \times 12) + (30\,100\,000\text{ F} \times 12) = 959\,392\,000\text{ F.}$$

$$\text{Le coût d'intervention par normalien : } \frac{959\,392\,000}{1\,579} = 607\,210\text{ F}$$

$$\text{Par professeur formé, il a été de : } \frac{959\,392\,000}{378} = 2\,538\,000\text{ F}$$

d) *Le CTU :*

Il correspond à la somme des coûts précédents, soit donc
 par normalien 27 100 + 60 000 + 607 210 = 694 210 F
 par professeur formé 111 000 + 240 000 + 2 538 000 = 2 689 000 F

5. *Que penser des coûts dégagés ?*

De telles écoles, par les solutions de subterfuge adoptées, à savoir le système exclusif des heures supplémentaires ou la formation directement auprès des facultés pour l'E.M.A. et l'E.N.S. respectivement, réalisent un coût direct en enseignants trop faible. Mais le coût total unitaire n'est guère faible et reste même assez élevé et cela du fait de l'importance des dépenses d'intervention qui sont gonflées par le système des présalaires accordés aux étudiants en contrepartie de l'engagement qu'ils ont souscrit.

Ainsi donc, les coûts varient énormément suivant les branches d'enseignement et suivant les facultés. De telles variations se justifient ou ne se justifient pas suivant les branches d'enseignement.

Pour mieux apprécier l'éventail de ces variations, nous dresserons un tableau récapitulatif d'ensemble.

Un tel tableau permet de constater les variations par rapport à la moyenne générale et en détermine les causes. Par exemple, pour l'EMI, son CTU est presque de 3 fois le coût général de l'E.S. Cela est dû au personnel enseignant qui y intervient pour plus du 1/3, d'une part, et au coût d'intervention qui est presque dix fois le coût général de l'E.S., d'autre part.

Pour l'EMA : le CTU est important essentiellement à cause du coût d'intervention qui est 4 fois le coût général.

Tableau récapitulatif des coûts par établissement (en DH)

	Coût direct par		Coût indirect par		Coût d'intervention par		Coût total unitaire par	
	Etudiant	Diplômé	Etudiant	Diplômé	Etudiant	Diplômé	Etudiant	Diplômé
Sciences humaines								
— Enseign. supérieur moderne :								
Faculté de Droit	612,5	8 230	1 225	16 460	302,6	3 026	2 140	27 716
Faculté des Lettres	680	21 600	1 360	43 200	225	12 825	2 265	77 625
— Quaraouine :								
Faculté Echaria	1 004	4 020	680	2 713	384	1 550	2 070	8 280
Faculté Ousoul Eddine	2 125	127 490	1 141	68 460	—	—	3 300	205 950
Sciences pures et techniques								
E. M. I.	3 290	17 250	1 680	8 750	3 325	17 300	9 890	51 950
Faculté des Sciences	930	16 900	1 860	33 800	280	4 750	5 870	60 490
Faculté de Médecine	927	—	520	—	1 072	—	2 932	—
Etablissements dépendant d'autres ministères								
I.N.S.E.A. — Coût réel	—	—	—	—	—	—	14 275	28 600
— Coût Maroc .	—	—	—	—	—	—	1 625	3 300
E. N. A.	5 640	—	2 000	—	3 000	—	10 640	—
E. M. A.	480	3 395	1 920	13 580	4 070	27 500	6 270	44 500
E. N. S.	276	1 110	600	2 400	6 072	25 380	6 942	26 890
Coûts généraux à L'E.S.	951	19 306	2 065	42 517	380	7 777	3 403	70 096

CONCLUSION

Cette étude, qui nous aura retenus assez longtemps, avait pour but essentiel d'essayer de dégager autant que possible la structure de la répartition des dépenses au sein de l'enseignement supérieur.

Cette répartition a révélé donc un déséquilibre certain entre l'enseignement supérieur technique et scientifique et celui à caractère littéraire et social. Au sein même de ce dernier enseignement, elle a révélé un deuxième déséquilibre en ce sens que pour presque les mêmes disciplines, on entretient deux facultés distinctes. L'absorption de ce gaspillage serait d'autant plus profitable, puisqu'elle suppose l'intégration de la Quaraouïne dans l'enseignement supérieur moderne, ou du moins dans les facultés concernées par cet enseignement, qu'elle s'accompagnerait d'une amélioration certaine quant à la formation même des étudiants intéressés.

Cependant, le but d'un calcul des coûts n'a d'intérêt essentiellement que pour une planification rationnelle englobant non pas uniquement l'enseignement supérieur, mais tout aussi bien les autres cycles d'enseignement et conciliant l'ensemble dans une politique cohérente non seulement pour l'éducation, mais aussi et surtout dans une **politique économique** générale. En effet, l'éducation n'est pas un secteur indépendant des autres secteurs de l'économie nationale. C'est plutôt le contraire qui serait vrai, elle serait le moteur essentiel du développement de tous les autres secteurs. Comment cela ?

En effet, il faut que tous les objectifs d'emploi pour tous les secteurs de l'économie nationale soient traduits dans les **objectifs d'éducation**.

Ainsi donc, l'éducation serait le moteur de toute l'économie et ce n'est qu'à cette condition que le développement peut être envisagé. Mais faire de l'éducation la condition préalable au développement, c'est lui supposer une rentabilité énorme. On ne peut que déplorer le fait, pour le Maroc, qu'on ne puisse guère l'évaluer à sa juste mesure puisque cela supposerait l'existence d'un appareil statistique très développé et dont ne dispose malheureusement pas le pays. Mais encore une fois, l'éducation, cela est acquis actuellement, a des effets multiplicateurs sur l'économie générale et sa croissance.

Comme on a assisté entre les deux guerres à la course à l'armement, on assiste aujourd'hui à la « course à l'éducation ».

Les pays sous-développés dans leur lutte pour se développer doivent mettre l'accent sur l'éducation. Cependant, l'une des caractéristiques principales du sous-développement n'est-elle pas précisément la jeunesse de la

population ? C'est ainsi alors que dans ces pays, il s'exerce une trop importante demande d'éducation à laquelle l'offre est loin de correspondre. Ceci met ces pays devant un problème insoluble, du moins dans l'optique traditionnelle qui consiste en l'instauration d'écoles ou collèges. Il faut donc chercher la solution ailleurs qu'en ce système trop coûteux et irréalisable.

Cette solution peut être l'enseignement auto-entretenu, en ce sens que chaque cycle constitue les professeurs du cycle inférieur. Cette solution originale est praticable et souhaitable à bien des égards : elle permet des économies énormes, elle permet une généralisation très poussée et intéressante de l'éducation au sein du pays et enfin permet une extrême adaptation aux réalités du pays.

SOURCES BIBLIOGRAPHIQUES :

- Economie de l'Education par John Vaizey.
- Tiers-Monde : Tomes IV et V.
- Budgets Annuels du Ministère de l'Education nationale.
- Plan Quinquennal : 60-64.
- Plan Triennal : 65-67.
- Sous-Commission d'Etude pour la Préparation du P. Q. (68-72).
- Divers : journaux, revues et autres documents officiels.